

Christian SAUTTER

Quelle Europe après le referendum irlandais

De « Bamboo blues » de Pina Bausch à « Europe blues » de ce week-end, la dégringolade est impressionnante.

Lundi, c'était donc fête allègre au Théâtre de la Ville, une sarabande de danseurs très colorés sur des musiques éclectiques, inspirée par l'Inde. Il y avait même un employé du téléphone qui vendait des pizzas livrées dans les vingt minutes à New York. De vifs solos étaient improvisés par des danseurs et danseuses venus du monde entier (Inde, Japon, Philippines, Europe évidemment). Pina Bausch et sa troupe de Wuppertal (Allemagne) nous ont livré leur vision de la mondialisation : la diversité des cultures est une chance ; la diversité des talents est un progrès pour chacun.

Vendredi se réunissait le conseil d'administration d'une société en débandade : les chefs d'Etat et de gouvernement se disputaient à propos de l'Europe et critiquaient le vilain canard irlandais, dont le peuple, le seul consulté par referendum, avait nettement rejeté le nouveau traité « simplifié » européen, sensé donner à l'ensemble des 27 pays une gouvernance à peu près efficace. Les Irlandais ont donc été saisis par cette maladie née en France et aux Pays-Bas : le « non » au référendum.

À ce rejet, il y a des raisons conjoncturelles et des raisons profondes.

Avec le nouveau traité, l'Irlande aurait sans doute perdu un commissaire irlandais puisque le nombre de membres de l'exécutif **devait être** inférieur à celui des pays membres. On peut dire que cette disposition vexatoire est stupide, puisque la France et de nombreux autres pays sont (bien ou mal) gouvernés par des équipes qui dépassent largement la trentaine de ministres.

Les Irlandais ont aussi eu peur que diminuent les retours agricoles d'une des rares politiques communes de l'Union, si on réduisait **(enfin !)** les absurdes subventions aux exportations européennes qui ruinent les cultures vivrières du Tiers-monde et qui ne profitent qu'aux exploitations les plus importantes, tandis qu'agonise l'agriculture de proximité.

Et puis, ils n'ont pas voulu payer pour les nouveaux membres de l'Europe de l'Est, même si eux-mêmes avaient reçu des fortunes de fonds européens pour moderniser leur économie. Cet égoïsme national est, dans le domaine économique (« ne pas payer pour la Pologne »), ce que disaient les Français dans le champ politique avant la deuxième guerre mondiale (« ne pas mourir pour Dantzig », qui est en Pologne).

Selon les échos de presse, le Président français n'a guère été plus visionnaire ni solidaire. Il a blâmé le commissaire européen en charge des négociations commerciales mondiales **(une autre rare** politique

communautaire). Or, Peter Mendelson se bat à juste titre pour la réduction du dumping agricole des Etats-Unis et de l'Europe, en échange d'un meilleur accès aux marchés des pays émergents. La politique de la France continue à être trop **dictée** par la **toute** puissante FNSEA.

Et le Président a plaidé pour que les budgets nationaux prennent en charge une partie du surcoût pétrolier en plafonnant les recettes de TVA sur l'essence. C'est une politique de Gribouille, puisque les finances publiques sont en berne chez nous, et tendues chez nos partenaires, et qu'elles ne peuvent donc pallier une hausse durable de l'énergie.

Il serait plus intelligent de taxer les bénéfiques pétroliers non réinvestis dans l'exploration de nouveaux gisements. Ce ne sont pas les bénéfiques de Total et des autres majors qui sont choquants (quoique !) mais le fait que les grandes compagnies pétrolières n'ont pas fait d'efforts suffisants pour trouver de nouvelles ressources qui faciliteraient la transition progressive vers l'après-pétrole. Ces majors se comportent comme des rentiers touchant leurs coupons quand les pays pétroliers accumulent des fortunes qui ne servent guère à leurs peuples, qui entretiennent un train de vie luxueux de potentats divers et qui ne sont recyclées que très partiellement dans des « fonds souverains ». Ne parlons pas des spéculateurs de tous poils qui amplifient les hausses de prix en toute impunité. Le capitalisme rentier et financier marche sur la tête.

Plus profondément, et cela a été très bien expliqué par Jean-Claude Juncker qui aurait fait un excellent président de l'Union européenne, les peuples ont décroché (Libération de ce jour). Les anciens, de moins en moins nombreux, se souviennent de ce que, il y a plus de cinquante ans, la CECA, l'Euratom et le Traité de Rome ont mis un terme à des siècles de guerres entre Européens et à des décennies de misère économique et sociale.

Les quadras et quinquagénaires croient désormais que la paix est naturelle (alors qu'elle a **ressurgi** aux marches de l'Europe (Bosnie, Kosovo). Et ils pensent que la prospérité est un acquis **menacé par** la mondialisation, alors qu'elle a toujours relevé d'un combat permanent dans le grand mouvement de « destruction créatrice ».

Les jeunes, nous y reviendrons, détiennent la clé du futur.

Revenons à l'Europe et à cette manie française de tout codifier dans des traités et autres constitutions. Il suffit de voir le gouvernement et le **Parlement** ravauder la Constitution française qui a juste soixante ans, une gamine par rapport à la **Constitution** américaine et même aux textes fondamentaux de l'Allemagne et des autres pays européens. Ne parlons pas des Britanniques qui se débrouillent fort bien sans le moindre texte écrit. C'est notre côté byzantin : discuter du sexe des anges quand les nuages s'amoncellent.

Vouloir enfermer le « vivre ensemble » de vingt-sept peuples et d'autant de cultures, dans un gros bouquin illisible, est une ambition ridicule. La gouvernance **boiteuse** de l'Europe va en rester à l'horrible Traité de Nice, ce compromis inefficace, arraché par la présidence

française menée par Chirac et Jospin, et concocté par Védrine et Moscovici. Mais là n'est pas l'essentiel. Ce qui importe, c'est redonner l'envie d'Europe aux nouvelles générations.

Sauf une frange gothique, la jeunesse est spontanément internationaliste. La culture, la circulation des étudiants (vive Erasme !) y contribuent puissamment. La faim dans le monde et les calamités diverses les inquiètent et ils ont la solidarité instinctive, comme le montrent tous ces militants des ONG qui nous interpellent dans les rues pour nous informer ou nous faire signer des pétitions sur les malédictions et les discriminations.

Simplement, les jeunes se méfient des grands discours, y compris sur l'Europe sociale, et sont beaucoup plus concrets que leurs aînés qui ont « fait 1968 ». Il faut dire que, sauf pour une minorité issue de l'aristocratie d'argent ou du savoir, l'accès à l'emploi et au logement n'est pas facile. Et ceci, particulièrement si les jeunes sont issus de la diversité, en clair s'ils n'ont pas un nom, un prénom, une adresse « normales » (dans la norme).

Quels projets concrets pourraient attirer leur enthousiasme ? On n'a que l'embarras du choix.

La culture évidemment, et pas seulement l'Eurovision, si ridicule.

La faim dans le monde, aussi. Décider une aide financière massive pour aider les cultures vivrières en Afrique, en court-circuitant les gouvernements locaux et en s'appuyant sur les ONG. Une modeste réduction des subventions aux exportations agricoles européennes y suffirait.

L'Europe de la connaissance, bien sûr. Un peu d'argent (prélevé également sur l'agrobusiness) pour que tous les étudiants puissent, quelles que soient leurs ressources, passer une année d'études dans un autre pays européen. Ce joli brassage, pacifique et international, marquerait un net progrès par rapport au brassage martial et national de feu le service militaire.

L'Europe du développement durable, avec des trains à grande vitesse pour transporter les marchandises, au lieu des files de camions polluants et dangereux. Et aussi une belle émulation pour construire des « éco-quartiers » dans les grandes métropoles.

L'Europe de la solidarité, enfin. Plutôt que de se crisper sur les acquis des pays riches, il faut aider financièrement les pays émergents d'Europe de l'Est. Les « miracles » espagnols, portugais ... et irlandais ont beaucoup servi la France, en ouvrant de nouveaux débouchés et en réduisant les migrations de la misère. François Mitterrand l'avait compris quand il a soutenu l'adhésion de l'Espagne contre le lobby des producteurs de tomates et de lait.

Redonnons le goût de l'Europe à la jeunesse !

Christian Sautter